

Manifestation du 31 mars : à la CFDT, la base se rebiffe contre Laurent Berger

Mercredi 30 Mars 2016 à 8:45



Bruno Rieth

Alors que Laurent Berger dénonce "une mobilisation fourre-tout" contre la loi El Khomri pour ce jeudi 31 mars, nombreux sont ceux au sein de la CFDT à ne pas partager l'avis de leur patron. Plusieurs sections syndicales en appellent même à aller grossir les rangs de la mobilisation, contre son avis.



"La facilité aurait été de dire 'ça nous va pas, on va défiler dans la rue et tans pis', moi je préfère être utile aux salariés". Dimanche 27 mars, sur le plateau de "BFMTV Politique, Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, a dans le viseur les syndicats CGT, FO, SUD, FSU et UNEF, qui ont appelé à manifester ce jeudi 31 mars contre la loi El Khomri. Hors de question pour lui d'aller rejoindre les rangs de ces "contestataires" : "La CFDT est capable de s'opposer lorsqu'elle n'est pas d'accord, de proposer lorsqu'elle a des idées et elle est capable de s'engager", explique-t-il, assumant parfaitement "d'avoir pesé dans la réécriture du projet de loi travail". Un objectif réussi selon Berger puisqu'il voit dans cette nouvelle mouture de la loi "un projet de loi qui peut potentiellement être porteur de progrès". Et rien ne le fera changer d'avis. Droit comme un phare breton, Laurent Berger lance, bravache : "**Contre vents et marées, nous assumons cette prise de position**".

Sauf que la tempête semble bien avoir gagné le bateau

CFDT. Déjà le 9 mars, les dissensions avec une partie de la base militante s'étaient fait ressentir. Alors que la tête de la CFDT avait demandé à ses troupes de s'abstenir de participer aux défilés unitaires, des militants avaient bravé l'interdiction et s'étaient joints aux cortèges de l'intersyndicale. Dans le Languedoc-Roussillon par exemple, comme le rapporte le journal *la Marseillaise*, l'Union locale CFDT de Montpellier

avait même annoncé son intention de grossir les rangs des manifestants. "Ce projet de loi qui réécrit le code du travail, il n'y a que le patronat qui en est satisfait. **Mon adversaire sur ce coup ce n'est pas la CGT. Ce n'est pas le moment de diviser le mouvement ouvrier**", s'était insurgé son secrétaire. Conséquence, la gestion de la section lui avait été retirée pour être confiée à l'échelon départemental. Représailles ? "Cela a été fait en accord avec nos statuts. Il y a eu des débats, ils avaient été tranchés. Il n'avait donc aucune légitimité pour dire ça", rétorque Jérôme Gimbert, secrétaire départemental CFDT dans l'Hérault. Dans son département d'ailleurs, "il n'y pas de voix dissonante. Nous sommes en accord avec Laurent Berger sur cette nouvelle version. Globalement satisfait mais attentif au travail parlementaire", assure-t-il.

"DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES, NOS MILITANTS SONT INQUIETS"

Lettre ouverte à Laurent Berger de la CFDT-CULTURE

▲ cfdtculture 📅 22 mars 2016 ☞ Commentaires fermés

Laurent, cher camarade,

Depuis plusieurs semaines, nos militants et notre bureau national sont inquiets – comme la majorité des agents et des salariés du ministère. Cette inquiétude est suscitée par l'avant-projet de loi portant sur la réforme du Code du travail.

Et pourtant, partout en France, les désaccords de la base militante s'expriment. Les préparatifs de cette prochaine journée de mobilisation en sont un révélateur. **Dans une lettre ouverte à l'adresse de Laurent Berger** en date du 22 mars, la CFDT du ministère de la Culture écrit ainsi : *"Depuis plusieurs semaines, nos militants et notre bureau national sont inquiets – comme la majorité des agents et des salariés du ministère. Cette inquiétude est suscitée*

par l'avant-projet de loi portant sur la réforme du Code du travail". Après avoir listé les critiques à l'encontre du projet de loi et dénoncé la méthode du gouvernement *"à peine atténuée par les quelques reculs annoncés"*, le syndicat exprime son intention : *"Aussi, pour rappeler à nos responsables politiques que la CFDT peut aussi peser par sa mobilisation, et pour répondre à la demande de ses militants, la CFDT-CULTURE appellera-t-elle à la grève le 31 mars prochain."*

A Dijon aussi, le syndicat CFDT de la société Divia qui gère le réseau de bus dans l'agglomération, dès le 14 mars, ne cachait pas ses réticences. *"Suite à la réunion du secrétariat du Syndicat National des Transports Urbains -CFDT du 9 mars 2016, les militants des réseaux de transports urbains ont constaté l'opposition de nombreuses sections et adhérents aux mesures contenues dans le projet de loi El Khomri"*, peut-on lire sur leur site dans une *"alarme sociale"*. Et si le syndicat reconnaît que *"certains articles vont dans le sens souhaité par la CFDT comme la création du CPA (compte personnel d'activité)"*, l'ensemble du projet de loi *"contient trop de mesures défavorables pour les salariés."* Et il faut croire que l'attitude du gouvernement n'a pas permis de calmer les inquiétudes puisqu'un préavis de grève a été déposé pour le 31 mars.

Grève contre [#laloitavail](#)
le 31 mars 2016
Soyons solidaire contre cette loi injuste.[@CFDTDIVIA](#)

— Syndicat CFDT DIVIA ([@CFDTDIVIA](#)) 23 mars 2016

Même son de cloche pour le deuxième syndicat de la fédération Métallurgie de la CFDT, Symétal Sud Francilien. Déjà le 11 mars, le syndicat avait adressé une motion à Laurent Berger pour réclamer le retrait de la loi El Khomri contre la position du patron de la CFDT. *"Nos adhérents sont interpellés parfois dans leurs boîtes de façon virulente. Les salariés ne comprennent plus et ont l'impression que la CFDT ne défend plus leurs droits"*, avait expliqué son secrétaire général à *France Info*. Depuis, le vent de fronde n'est pas retombé. Le syndicat appelant à se retrouver à 14 heures, Place d'Italie, pour la journée de mobilisation du 31. **"L'avant projet, tel qu'il est proposé, ne nous convient pas. Nous pensons que nous pouvons aller plus loin. Nous ne demandons plus le retrait mais que le gouvernement bouge encore"**, explique à *Marianne* un membre de la commission exécutive du syndicat.

"Nous avons eu beaucoup de remontées de militants inquiets. Surtout depuis les déclarations du patronat. Le Medef va faire du lobbying auprès des parlementaires en leur faisant du chantage au licenciement dans leur circonscription. Nous, notre moyen de lobbying c'est la rue", poursuit-il.

Seule difficulté à l'horizon, réussir à lever l'ambiguïté qui pourrait naître de leur participation à la journée de mobilisation : **"A la différence des autres syndicats, nous ne sommes pas pour le retrait mais pour une modification. Il va falloir faire le nécessaire pour que notre message soit bien compris"**. Si le syndicat Symétal Sud Francilien ne représente que 4% des adhérents de la fédération Métallurgie, cela correspond tout de même à environ 3.000 adhérents...

Appel à la grève et mobilisation le 31 mars 2016 - Tous à 14h Place d'Italie - Paris <https://t.co/dbHDguPakj> #LoiTravail #OnVautMieuxQueCa

— Symétal CFDT SF (@SymetalCFDT) 29 mars 2016

Et ils sont loin d'être isolés. L'UPSM, l'Union parisienne des syndicats de la métallurgie qui regroupe les cinq syndicats CFDT d'Ile-de-France, **a aussi répondu à l'appel à la mobilisation.** *"Nous ne sommes pas les seuls au sein de la fédération de la Métallurgie",* confie Michel Fourgeaud, son secrétaire général. Une façon de relativiser le côté frondeur sûrement. Car sa position n'est pas des plus aisées puisqu'il siège aussi au bureau fédéral de la Fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT (FGMM)... A titre personnel, il aurait d'ailleurs préféré attendre de voir ce que les parlementaires allaient faire, mais les cinq syndicats de l'UPSM en ont décidé autrement. Surtout, il comprend entièrement les inquiétudes de la base militante : **"Dans cette période où les salariés ont peur du déclassement, ce projet de loi est vraiment mal tombé.** *Certes, on a réussi à obtenir des améliorations. Sauf que les côtés positifs, les salariés ne pourront s'en rendre compte que dans plusieurs années, alors que le négatif va se faire sentir immédiatement.*" Du coup, le 31, les syndicats CFDT de l'UPSM seront de la partie. Et pas question de se faire discret, **"on apportera nos drapeaux et nos banderoles CFDT bien sûr. On n'y va pas pour s'y cacher",** prévient-il.

Espérons pour Laurent Berger qu'il ne soit pas devant sa télé lorsque les cortèges de la CFDT passeront...